

JEAN VIARD

L'implosion
démocratique

L'IMPLOSION DÉMOCRATIQUE

Collection *Monde en cours*

© Éditions de l'Aube, 2019
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-3302-5

Jean Viard

L'implosion démocratique

Pour un nouveau pacte territorial

éditions de l'aube

DU MÊME AUTEUR

- LA CAMPAGNE INVENTÉE, avec Michel Marié, Actes Sud, 1977
LA DÉRIVE DES TERRITOIRES, Actes Sud, 1981
PENSER LES VACANCES, Actes Sud, 1984
LE TIERS ESPACE. ESSAI SUR LA NATURE, Méridiens-Klincksieck, 1990*
LA SOCIÉTÉ D'ARCHIPEL, l'Aube, 1994
MARSEILLE, UNE VILLE IMPOSSIBLE, Payot, 1995
AU BONHEUR DES CAMPAGNES, avec Bertrand Hervieu, l'Aube, 1996*
LA FRANCE QUI CHANGE: POURQUOI LES TRAVAILLEURS VOTENT FN, Seuil, 1997*
COURT TRAITÉ SUR LES VACANCES, LES VOYAGES ET L'HOSPITALITÉ DES LIEUX, l'Aube, 2000
L'ARCHIPEL PAYSAN, LA FIN DE LA RÉPUBLIQUE AGRICOLE, avec Bertrand Hervieu, l'Aube, 2001*
LE SACRE DU TEMPS LIBRE, LA SOCIÉTÉ DES TRENTE-CINQ HEURES, l'Aube, 2002
LE NOUVEL ÂGE DU POLITIQUE, l'Aube, 2004*
ÉLOGE DE LA MOBILITÉ. ESSAI SUR LE CAPITAL TEMPS LIBRE ET LA VALEUR TRAVAIL, l'Aube, 2006*
LE PRÉSIDENT A PROMIS, dir., Seuil, 2007
FRAGMENTS D'IDENTITÉ FRANÇAISE, l'Aube, 2009
NOUVEAU PORTRAIT DE LA FRANCE, l'Aube, 2012*
LA FRANCE DANS LE MONDE QUI VIENT, l'Aube, 2013*
MARSEILLE, LE RÉVEIL VIOLENT D'UNE VILLE IMPOSSIBLE, l'Aube, 2014
TOULON, VILLE DISCRÈTE, l'Aube, 2014
REMETTRE LE POIREAU À L'ENDROIT ?, avec Jean Blaise, l'Aube, 2015
LE TRIOMPHE D'UNE UTOPIE, l'Aube, 2015*
LE MOMENT EST VENU DE PENSER À L'AVENIR, l'Aube, 2016*
QUAND LA MÉDITERRANÉE NOUS SUBMERGE, l'Aube, 2017*
CHRONIQUE FRANÇAISE, DE MITTERRAND À MACRON, l'Aube, 2018
UNE SOCIÉTÉ SI VIVANTE, l'Aube, 2018

* Également disponible en Aube poche

*Ce livre est dédié aux hérissons,
espèce en voie de disparition.*

Avant-propos

Ce livre était en cours d'écriture quand la révolte des « Gilets jaunes » a éclaté. Par de nombreux points, elle confortait les analyses développées. Mais pas tous. Notamment, la force de la demande populaire, dans le rural et le périurbain, pour un renouvellement démocratique, m'a surpris. Pour une bonne part, elle venait de citoyens qui se considéraient comme les battus de la dernière présidentielle ou d'abstentionnistes qui ne sentaient plus concernés par les élections – mais cet argument ne les disqualifie pas pour exprimer leurs sentiments d'abandon et formuler leurs demandes. N'est-ce pas, d'ailleurs, ce sentiment d'abandon qui les avait poussés dans cette direction politique là ? Très vite, il apparut donc que les Gilets jaunes étaient venus de pans entiers de notre société qui ne se perçoivent plus comme représentés par du politique, qui n'ont plus l'impression de peser sur leur destin et sur le nôtre. Aussi, j'ai dès le début du mouvement cherché à appréhender ce qui se passait. J'ai été très présent dans les médias pour analyser à chaud une situation que je comprenais, mais avec beaucoup d'inquiétude. Et je n'étais pas naïf sur ceux qui, à l'arrière-plan, agitaient les réseaux sur la Toile, ni sur le rôle des médias d'information en continu. N'empêche, « rendre lisible » me parut permettre de contribuer à faire baisser les tensions.

La victoire des zadistes violents de Notre-Dame-des-Landes comme la limitation de vitesse à 80 km/heure ont ici sans doute joué le rôle d'accélérateurs de la mobilisation. Surtout, l'absence quasi totale de projet écologique et social pour la France rurale et pavillonnaire où réside l'essentiel de la France du travail populaire, active ou retraitée, était explosive. Je l'écrivais depuis des mois. Or cette France rurale et pavillonnaire est la majorité de la France, pays où les maisons individuelles sont plus nombreuses que les appartements dans des immeubles collectifs. La France de la voiture reste majoritaire et est au cœur des Gilets jaunes. Cette situation, fruit de l'étalement urbain du dernier demi-siècle que l'on retrouve partout, en particulier en Angleterre, en Catalogne ou aux USA, devrait nous faire réfléchir aux nouvelles zones de rupture de nos sociétés et aux affrontements politiques qui émergent, la construction pavillonnaire et l'automobile ayant été des moteurs du développement économique depuis les Trente Glorieuses. Mais avec le retournement de l'attraction vers les villes depuis vingt ans, la lutte des territoires, notamment entre métropoles et territoires ruraux et périurbains, pourrait bien avoir commencé. Ses vertus démocratiques ne me semblent pas assurées.

L'affaiblissement des classes sociales et des corps intermédiaires a laissé la voie libre à des réseaux sociaux incontrôlables rassemblant des individus isolés, et à des alliances de voisinage sans unité sociologique. Cela dit, le mouvement des Gilets jaunes, d'abord rural, très retraité, lié à la taxe carbone sur le diesel – à laquelle cette population très mobile fut particulièrement sensible –, a très vite résonné dans le monde pavillonnaire du périurbain populaire. Puis, plus largement, dans une France, là majoritaire,

qui soutenait l'idée même que la France se secoue, se révolte, cesse peut-être de s'ennuyer avec la politique. Le soutien des révolutionnaires sur canapé est à prendre au sérieux. Il peut être demande de rénovation du débat et renouvellement de la démocratie. Ou prélude à un futur succès national-populiste ?

Les montées à Paris, chaque samedi, mirent en mouvement, dans les mêmes territoires, des gens plus radicaux, auxquels s'aggrégèrent, à Paris, d'autres radicaux issus de l'extrême droite et de l'extrême gauche. Les violences viennent largement de cette rencontre. La suppression de la taxe carbone puis les mesures sociales de décembre 2018 ont sans doute satisfait une partie des manifestants ruraux, ouvriers ou exerçant des petits métiers du corps particulièrement mal rémunérés. Mais pas ceux qui se battaient pour une refondation démocratique de notre vivre-ensemble, pour l'idée qu'il y a toujours plusieurs politiques possibles et que nous devons inventer de nouvelles formes de débat citoyen dans une société en si profonde mutation.

Par la suite, surtout à partir de Noël 2018, le mouvement prit sa force propre. On signale des irruptions locales ponctuelles, le rôle, à certains endroits, de leaders charismatiques locaux, souvent éphémères, parfois condamnés et emprisonnés ; un rapprochement, peut-être, avec des forces ultra-gauche à Toulouse, avec les petites villes du Médoc reléguées par les succès récents et éclatants de Bordeaux ; dans l'Est, ce sont des bourgs et des petites villes paupérisés d'anciennes régions industrielles qui se sont soulevés ; dans le Sud-Est, la carte du vote FN périurbain se superpose très clairement au mouvement. Dans les grandes villes, les banlieues et le Nord, régions populaires mais également très

JEAN VIARD

urbaines, le mouvement fut quasi inexistant. Cela dit, ce livre n'est pas une analyse des Gilets jaunes et de la conséquence du mouvement sur nos démocraties. Le temps n'est pas venu. Ce livre tente d'analyser ce que nous dit son démarrage sur les fractures territoriales de nos sociétés. Ces fractures sont aussi sociales et culturelles, mais la majorité des Français dotés du même bagage culturel et du même revenu n'ont pas bougé dans les villes – et souvent n'ont pas soutenu le mouvement. Dire cela n'est pas le minorer. Mais signe la volonté d'analyse des bouleversements de notre société, des fractures qui s'y sont fait jour et des écarts d'espérance entre des populations parfois très semblables. Avec l'idée aussi, à ne pas oublier, que si certains ne se sont pas joints au mouvement, en particulier dans les banlieues, ce peut être qu'ils ont abandonné l'idée même d'améliorer leurs conditions, ou que le côté très blanc des manifestants ne pouvait pas faire de jonction avec leur propre univers culturel. Ce mouvement de nature révolutionnaire, fortement soutenu par l'opinion, ne fut donc pas toute la France, mais, comme partout dans le monde, il porta des inquiétudes qui nous traversent tous en ce début de XXI^e siècle.

Jean Viard
février 2019

Introduction

2008-2018. Dix ans de crise ont bouleversé le monde. Avant, on croyait à l'avenir. Depuis l'effondrement du communisme et de l'URSS en 1989, nous avançons. Certes, cela chauffait. Certes, l'ultralibéralisme augmentait les inégalités, certes, il y avait du chômage. Mais il y avait une direction. La fin de la guerre froide. L'Europe. L'euro. La révolution numérique qui commençait à concerner chacun de nous apportait de nouvelles libertés, téléphones et ordinateurs portables offraient de nouveaux services, de nouveaux liens.

Puis la machine s'est enrayée. 11 septembre 2001, attentats de New York. Octobre 2001, intervention nord-américaine en Afghanistan. En 2008, les chocs subis par les banques américaines qui avaient accumulé des créances garanties sur du vent ont ébranlé le monde. La secousse fut violente, spectaculaire, angoissante. Le monde était bousculé par les plus riches, par l'arrogant monde de la finance. Et par un terrorisme islamique virulent. Les « sachants » ne savaient peut-être pas tant que cela. La tête divaguait. Le XXI^e siècle commençait mal.

Cette crise a secoué la mondialisation elle-même. La Chine a continué à renforcer sa puissance, la République impériale américaine, après être intervenue en Afghanistan puis en Irak, a commencé à vouloir rentrer à la maison. Puis à fermer la porte. Les classes populaires des pays riches se sont senties stagner, des usines sont parties. Surtout en France. La croissance de l'Asie a rééquilibré le monde au détriment des anciennes puissances. La Syrie a explosé, les fanatiques islamistes ont continué à frapper. En décembre 2015, les accords de Paris à la COP21 ont ouvert une perspective. Mais ils ont aussi acté que le réchauffement climatique n'était pas une plaisanterie.

Pendant cette période, le monde est devenu numérique. On est quatre milliards à s'être connectés à l'internet. Six milliards de téléphones portables ont été vendus. Et on a atteint en France le chiffre faramineux de 65 127 ronds-points en 2018, avec une hausse annuelle moyenne de 500¹. Six fois plus qu'en l'Allemagne, dix fois plus qu'aux États-Unis ! Comptez souvent un million d'euros par rond-point, plus l'œuvre d'art centrale. Absurde France de la rationalité hystérique ! Des milliards d'euros partis en ronds-points. Les élus locaux parlent d'investissement... alors que la généralisation du haut débit stagne.

Logiquement, ce nouvel objet du quotidien qui a remplacé le béret pour identifier le pays est devenu, en 2018, un totem politique. La France a alors vécu, avec le mouvement des Gilets jaunes, un épisode violent comme son histoire

1. Répartition des ronds-points en France : édition 2018, *Beyond the maps*, 26 août 2018, URL : <<https://beyondthemapswordpress.com/2018/08/26/repartition-des-ronds-points-en-france-edition-2018/>>.

en comporte tant. Dix morts, près de 3 000 blessés dont 1 000 policiers, des milliers d'arrestations, des millions de dégâts, 10 milliards de nouvelles dépenses publiques, une croissance en berne. Un Smic revalorisé de 100 euros net. Moins de 10 %. En 1968, il avait augmenté de 30 %. Mais une politique macronienne enfin rééquilibrée, « en même temps » pour le capital et le travail, pourrait-on dire.

Sommes-nous face à des « événements » bien français, à un problème de personne ? à des choix discutables ? Ou est-ce la face nationale d'une immense vague, populiste, nationaliste, populaire et périurbaine mondiale, qui, comme un tsunami, fait écho à la mondialisation, à la révolution numérique et à la tension écologique ? Faut-il penser les Gilets jaunes avec les mêmes interrogations que celles, nécessaires, pour penser les nationaux-populismes qui nous entourent ? Sommes-nous en train de sortir des sociétés démocratiques ? ou seulement du modèle démocratique né dans la précédente révolution industrielle avec des luttes extrêmement violentes et des vies perdues par millions ? Ou ne vivons-nous qu'une mauvaise passe ? une sortie de crise mal gérée où les gouvernants auraient oublié de donner à chacun « du grain à moudre » ?

Pendant dix ans on a serré nos budgets, acceptant l'absence de hausse des salaires. Mais subissant la hausse des impôts et des taxes. Le Smic a augmenté de 38 centimes par mois hors inflation sur cette période. Il fallait bien renflouer les banques... Les États devaient tenir. Dix ans après, on parle de sortie de crise, de recul du chômage, pas assez bien sûr, mais quand même ! Et chacun se dit : la sortie de crise, c'est quoi pour moi ? Surtout, chacun se dit : les « sachants » nous ont conduits dans le mur, si on nous

écoutait un peu plus ? Brèves de comptoir ou démocratie plus participative ? Les deux, sans doute. Entrons-nous dans le temps de l'incompétence revendiquée ?

Mais peut-être les Gilets jaunes, comme hier les Bonnets rouges, sont-ils l'avant-garde des descendants des chemises vertes et des chemises brunes ? Est-ce une face encore présentable d'un mouvement à la Trump qui va, peu à peu, pousser à un repli nationaliste et à l'éclatement de l'Union européenne ? Style Brexit ou indépendantisme catalan ? Salvini et Poutine ? Avec encore plus de noyés et de murs ? La mondialisation et Facebook sont-ils en train de détruire notre modèle démocratique et le projet européen, le premier projet d'empire pacifique de l'histoire humaine ?

Surtout, la diffusion périurbaine du monde ouvrier et manufacturier a affaibli la structure en classes – et en quartiers rouges – et la force des syndicats, bloquant la dynamique naturelle des revenus des « travailleurs » grâce à des conflits puissants dans les entreprises. Le tissu entrepreneurial a, en outre, de plus en plus été organisé en grappes de petites et moyennes entreprises autour de quelques majors internationales. La lutte des classes s'en est trouvée délitée, dissoute, affaiblie. La hausse des salaires, bloquée. Ce, tout particulièrement en Europe où le compromis capital/travail, favorable aux salariés depuis la dernière guerre pour éloigner le risque révolutionnaire pro-URSS, s'est défait en 1989 avec l'effondrement de l'empire totalitaire russe. Et si des millions de Français se sont installés autour des grandes villes depuis un demi-siècle, n'avons-nous pas oublié de repenser notre carte démocratique pour leur permettre de peser dans le débat politique ? Le poids

des maires des grandes métropoles n'a cessé de croître, mais qui parle pour la France pavillonnaire et rurale, pourtant majoritaire ?

On peut aussi se demander si on a su rendre l'unité nouvelle du monde vivable pour les plus modestes, ceux que Pierre Sansot appelait – avec respect – « les gens de peu ». La révolution numérique qui emballe le monde peut-elle être ET écologique ET sociale ET démocratique ? Ne crée-t-elle pas de nouvelles fractures terribles entre les territoires, et entre le monde de la Toile et celui du corps outil, celui du populaire d'hier ? Celui des conquérants du périurbain, du rural profond ? Trois millions de Français déménagent chaque année. Monde des retraités pavillonnaires. Monde des « brassiers », comme on disait en Provence de ceux qui usent de leurs bras au travail. Et pas seulement de leurs pouces. Les « Petites Poucettes » de Michel Serres¹. Pendant ce temps-là, la Terre chauffe. Et l'on a peur des migrations. Où sont les rêves ?

La période vire au tragique. Mais la messe n'est pas dite. De nombreux contre-pouvoirs existent. La plupart des dirigeants sont encore élus et peuvent être battus. Il y a cent trente-deux démocraties sur la planète. Plus ou moins démocratiques certes, mais quand même ! Il n'y en a jamais eu autant. Le monde des femmes est en train de s'organiser en force politique, les grandes villes aussi, de même que des ONG, des fondations. La majorité des sociétés sont encore régies dans le cadre de lois et de droits. Des réseaux se tissent en tous sens, les associations d'anciens élèves se renforcent, la transparence progresse

1. Michel Serres, *Petite Poucette*, Le Pommier, 2012.

malgré les fausses nouvelles et les rumeurs. La hausse du niveau d'éducation est constante. La richesse mondiale augmente, et on est passé en un siècle d'une grande majorité de pauvres à une minorité de pauvres. Même si le sentiment de pauvreté a changé car chacun voit, dans le poste et sur la Toile, vivre l'autre. Et la société numérique impose un minimum de consommation pour ne pas être en situation d'exclusion.

En partie, nous jouons sans doute à nous faire peur. Mais en partie seulement. Car nous avons vraiment peur. Du réchauffement climatique, d'être trop nombreux, de perdre notre identité et notre culture, de fins de mois et de fin de vie difficiles... de fin du monde. Le rêve révolutionnaire a-t-il été remplacé par la logique de la plainte, comme le dit Michel Messu¹ ? ou par le rêve terrifiant de Daech ? Ou vivons-nous le retour à des révoltes et à des jacqueries, élections irruptives et votes de refus, formes neuves d'une vie politique qui se cherche et se débat sur la Toile ? Sans rêve révolutionnaire. Mais avec des réseaux et la puissance nouvelle du Net. Et des forces national-populistes qui chaque jour se renforcent ?

Il me semble qu'il faille accepter qu'il y a des moments où les sociétés changent si vite que les cadres dans lesquels les peuples se sont construits explosent et ne font plus sens. Ce n'est évidemment pas la faute des peuples si le monde a changé plus vite que n'a pu le saisir la pensée et si les cadres du politique se sont brisés. Les intellectuels, les politiques eux-mêmes, les journalistes, sont déboussolés, faute de comprendre ce qui arrive et, le plus souvent, ils prolongent,

1. Michel Messu, *L'Ère de la victimisation*, l'Aube, 2018.

faute de vision, les anciennes propositions et pratiques. Alors, le peuple redevenu foule rejette les experts et les élus, rêve de brûler les notables et les élites. En effet, à quoi servent des élites qui ne savent où nous mener et comment nous gouverner ? Qu'est-ce qui légitime leurs privilèges ? Autant dire, parfois, n'importe quoi !

Une partie de la foule refait alors agora. Partout, dans d'innombrables lieux de conférences et de débats, en écoutant *C dans l'air* ou *C politique*, à Notre-Dame-des-Landes, avec En marche, même, ou autour des ronds-points tenus par les Gilets jaunes. Quelle idée de com' géniale que ce gilet jaune, objet de chacun et de tous, imposé par l'Union européenne (!) dans chacune de nos voitures. Sur le Net, bien sûr, immense brève de comptoir mondialisée et manipulée, mais agora quand même, et aussi. Dans les médias en continu, enfin, qui vendent du drame pour survivre. Mais notre démocratie représentative, avec ses monuments et ses codes, n'est-elle pas aujourd'hui (presque) aussi vide de sens que les églises entretenues à grands frais, surtout pour les enterrements ? Après le deuil du temps de Dieu, faut-il maintenant faire le deuil de celui du modèle démocratique représentatif ? Veut-on plus ou moins de démocratie ? Au niveau global, au niveau national, mais aussi au niveau local, où le politique ne s'est trop souvent occupé que de problèmes locaux. Dans les églises et les temples, jadis, on parlait d'éternité et d'amour de son prochain. Dans les partis politiques, les syndicats, aussi. Mais c'est déjà une autre époque. Reste le rond-point, micro-ZAD de voisins où tout peut être dit. Même le pire.

C'est en partant de cette question que ce livre va défendre l'idée que les cadres politiques que nous avons connus ont volé en éclats et que nous ne trouvons plus la prise pour s'occuper d'un réel qui s'échappe. Alors, on hésite entre peur et colère, soumission et violence. Surtout, on ne sait plus organiser les rapports de force qui régulaient les positions entre le capital et le travail. Les syndicats ne peuvent plus s'appuyer sur une classe ouvrière peuplant les quartiers rouges, car ceux-ci ont disparu. Le grand capital, lui, s'est mondialisé, les petites et moyennes entreprises de plus en plus nombreuses ne sont pas des lieux de rapports de force. On y suivait traditionnellement la hausse du Smic, faute d'échelle mobile des salaires. Là, tout semble arrêté. Alors que nos vies et le monde changent si vite.

Pour moi dont le métier est d'observer le réel – je me définis souvent comme un historien du présent –, c'est le réel lui-même qui a changé et qui, peu à peu, nous a bouleversés depuis un demi-siècle – et avec brutalité depuis dix ans. Et quand le réel nous échappe, le peuple redevient foule ! Foule qui peut être en liesse ou en rage, attentive et heureuse, ou fanatisée par un grand mâle dominant. Avec de terribles colères.

Or la démocratie est l'expression du peuple, pas de la foule. Un peuple a une mémoire commune, une fierté partagée, des hauts faits et des malheurs, des mythes, des héros et des valeurs. Un territoire. Une foule n'est qu'un agrégat de personnes sensibles aux « mouvements de foule ». Ma mère avait toujours peur qu'on ne m'y piétine, et nous devions rester en bordure. Il n'est pas prudent pour les plus fragiles d'aller « au milieu de la foule ». Un peuple a une intelligence collective, une foule a des émotions et des passions. Avec une

intelligence collective, on peut commencer à faire des projets, des choix, et à faire une place aux minorités. Dans une foule, il n'y a rien de tout cela, et surtout pas de minorités.

C'est pourquoi la phrase de Victor Hugo, « Il y a des moments où le peuple redevient foule », m'obsède depuis plusieurs années. Depuis mon petit essai *Pourquoi les travailleurs votent FN et comment les reconquérir*¹, cette double injonction – comprendre et proposer des pistes de contre-offensive – ne m'a jamais quitté. Jean-Luc Nancy écrit : « Il faut nous refaire “peuple”, il faut nous *repeupler* de toutes les façons imaginables². » Je ressens profondément cette exhortation, et notre échec croissant, depuis vingt-cinq ans, à y parvenir. Bruno Latour, dans *le Monde*, le 5 juin 2018, parlait, lui, « de fuite éperdue des peuples pour retrouver la protection de l'État-nation » et poursuivait :

Plus une Nation a profité de la globalisation, plus elle l'abandonne violemment – l'Angleterre et l'Amérique menant le reste du monde dans ce retournement d'ampleur historique. [...] L'étrangeté de la présente situation politique, c'est que chacun sent bien que partout se repose la question de retrouver un sol à habiter avec d'autres migrants venus d'un peu partout. Comme si, à côté de ces peuples sans terre, il existait une terre en attente de peuples capables de l'habiter et d'en prendre soin. On sent bien que les populistes ont raison de demander une assise protectrice, mais qu'ils ont tort de la chercher dans l'identité nationale. On voit bien que les progressistes ont raison de vouloir l'accès au monde, mais qu'ils

1. Seuil, 1997.

2. Jean-Luc Nancy, Populisme et démocratie, *Libération*, 2 novembre 2018, URL : <https://www.liberation.fr/debats/2018/11/04/populisme-et-democratie-par-jean-luc-nancy_1689861>.

ont tort de confondre le mondial avec le globe de la globalisation. Tout se passe comme si une nouvelle universalité avait remplacé l'ancienne : partout des humains en migration piétinent d'impatience pour se trouver un sol habitable¹.

Valable pour les ronds-points également ?

Il nous faut alors une nouvelle pensée et une nouvelle politique du sol et du territoire. Le sol comme lieu ressource pour se nourrir, s'habiller, produire de l'énergie, de l'eau pure, de l'air pur, mais le sol aussi comme culture et mémoire, territoire de la patrie. Le sol comme porteur de sens. Avec la réunification du monde que nous vivons, le sol n'est plus de droite, ni le social, de gauche. Le sol devient le social même, et c'est de ne pas l'avoir compris que le pouvoir, en voulant surtaxer la liberté d'aller et de venir, a, au fond, rétabli l'octroi. Le sol est le lieu de la COP21, le lieu d'une culture qui se rapproche de la nature après deux siècles de révolution industrielle. Mais se rapprocher de la nature peut être de manger bio, ou d'avoir un jardin et de faire pousser quelques arbres, comme dans la culture pavillonnaire, et de rouler avec deux diesels parce que les deux membres du couple travaillent. 38 % des pavillons ont un jardin potager. Une nette majorité de Français vivent dans une maison avec jardin, et nombreux sont les habitants des centres-villes des métropoles à avoir une résidence secondaire. Nous avons construit une nouvelle culture de l'art de vivre, entre cités et jardins. Les uns sont navetteurs, y compris de villes moyennes. Les autres partent en vacances

1. Bruno Latour, Après Mai 68, « la révolution conservatrice », *Le Monde*, 5 juin 2018, URL : <https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/06/05/bruno-latour-peuples-sans-terre-cherchent-terre-privee-de-peuple_5309757_3232.html>.

et en week-end. Certains sont astreints à résidence, on dit « les pieds d'immeuble ». Ce sont ces France-là qu'il est nécessaire de gouverner « en même temps », et pas l'une contre l'autre. Rassembler, réunir par une utopie et un avenir. Et cette France réunie doit retrouver la force de dire toutes les réussites des dernières années – espérance de vie, éducation, santé, prise de conscience écologique, fin du colonialisme et du totalitarisme en Europe, développement de l'Asie... – pour transmettre le désir de penser et d'agir pour le bien des humains et de l'humanité. Les discours permanents d'échec sont catastrophiques, car faux et poussant à la croyance dans l'impuissance de nos sociétés démocratiques. Chacun doit se demander, et la presse en particulier, quelle est sa part de responsabilité dans le fait que seuls 3 % des Français croient que l'on vivra mieux demain.

J'ai souvent été qualifié de « sociologue optimiste », car je ne cesse d'éclairer notre société de l'art de vivre où la vie s'allonge et où les femmes ont à peu près le nombre d'enfants qu'elles veulent – du moins dans nos démocraties. Mais en parallèle, depuis plus de vingt ans, j'observe la progression des extrêmes. Car elle se produit d'abord en Provence, là où je vis. Là où le FN a pris quatre villes dès 1995 : Toulon, Orange, Marignane et Vitrolles. Depuis, le FN devenu RN ne cesse de progresser, et, partout, les partis nationalistes et populistes tendent vers le pouvoir – sous des formes diverses, il est vrai. Or ces progressions me paraissent chaque fois le fruit de ruptures sociétales non maîtrisées. Peut-être maîtrisables (presque) uniquement, d'ailleurs, par la violence et la guerre ? Cherchons à ce qu'il y ait d'autres solutions. Mais le chemin est étroit, et les contraintes, considérables.